



Info_235_ED_2012-13
15 avril 2013

Impact croissant des classements internationaux sur les universités et les politiques publiques (rapport EUA)

Dépêche AEF 181480 du 12-04-2013

« Un accent mis, de manière persistante, sur les universités d'élite » ; « l'omission relative des humanités et des sciences sociales » ; « des descriptions méthodologiques superficielles » ; « la quasi-exclusivité des publications en langue anglaise » ; « une attitude plus critique à l'égard des classements » et « le renforcement du phénomène global que sont les classements ». Voici les six « principales tendances » observées par l'EUA dans son nouveau rapport (*cf Info ED 236*) sur « les classements internationaux des universités et leur impact », publié vendredi 11 avril 2013 à l'occasion de la conférence annuelle de l'association qui se déroule à Gand (Belgique). Ce rapport fait suite à une première version publiée en juin 2011. Avec ce nouveau document, l'EUA entend « donner à ses membres des informations sur les développements qui sont intervenus depuis 2011, tout en attirant leur attention sur la persistance du phénomène des palmarès, ainsi que leur impact croissant sur les universités et les politiques publiques », explique Maria Helena Nazaré, présidente de l'EUA, dans le préambule.

« Ce deuxième rapport devait, à l'origine, être une mise à jour du précédent », expliquent les auteurs. « Mais dès que le travail a commencé, il est devenu évident que la visibilité croissante des classements, leur influence de plus en plus importante sur les politiques en matière d'enseignement supérieur, (...) leur nombre croissant et leur diversification de plus en plus visible ont montré qu'une plus grande enquête et une analyse étaient nécessaires. » Les auteurs insistent sur le fait que l'objectif « n'est pas de classer les palmarès existants, mais de fournir aux universités une analyse des méthodologies qui se cachent derrière ces palmarès ». En plus d'une analyse globale sur les effets de ces classements, l'étude de l'EUA propose une analyse particulière de 14 d'entre eux (1).

Nouveaux classement et diversification des activités

Revenant sur les changements et les évolutions qu'ont connu les classements internationaux ces deux dernières années, l'EUA note que deux palmarès (CWTS Leiden Ranking et Webometrics Ranking of World Universities) ont « amendé ou entièrement remplacé certains des indicateurs qu'ils utilisaient en 2011 ». « QS » et « Times Higher Education » ont quant à eux « modifié, à une moindre échelle, certains éléments de leur méthodologie ». Parmi les changements observés, le rapport remarque également « l'émergence » de nouveaux palmarès. En particulier « Universitas 21 » qui cherche à « classer les systèmes d'enseignement supérieur plutôt que de classer les universités de manière individuelle ». De même, le rapport souligne que certains organismes publiant déjà des palmarès en ont développé de nouveaux. C'est le cas de « QS » avec son classement des meilleures villes étudiantes et de « Times Higher Education » qui a développé un palmarès des universités en fonction de leur réputation.

Autre évolution depuis 2011 : « U-Multirank », le système européen de cartographie multi-critères, a été officiellement lancé le 30 janvier 2013 après une étude de faisabilité achevée en 2011 (AEF n°178104). À ce sujet, l'EUA note que « même si les universités de plusieurs pays – dont les Pays-Bas, l'Estonie, la Belgique (communauté flamande), le Portugal et les pays nordiques (Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède) – ont fourni des données sur leurs établissements d'enseignement supérieur, peu d'informations sur les résultats ont été rendus publics pour le moment ».

Enfin, le rapport relève que depuis 2011, les organismes qui fournissent des palmarès ont connu « une diversification considérable du type de produits » qu'ils offrent. En effet, ces organismes « ne participent plus uniquement à la publication de classements », mais proposent

maintenant « divers outils multi-critères, des instruments de profilage ou encore des exercices personnalisés d'évaluation ». À ce titre, le rapport estime qu'il est « ironique de constater que les données soumises gratuitement par les universités sont souvent revendues aux universités après avoir été traitées ». Il souligne par ailleurs que ces outils peuvent accroître « le risque de surcharger les universités, obligée de collecter toujours davantage de données ».

Des limites inchangées mais une autocritique qui apparaît

Depuis 2011, certains éléments restent toutefois inchangés. Le rapport note ainsi que « les classements continuent à porter principalement sur la fonction recherche de l'université et ne sont toujours pas à même de rendre leurs lettres de noblesse à la recherche qui est menée dans le domaine de l'art, des humanités et des sciences sociales ». Dans ces domaines, les conclusions issues de la recherche universitaire « sont concentrées dans des livres ». En conséquence, « tant que les organismes ne s'attaquent pas à la problématique de la mesure des citations dans les ouvrages, ce déséquilibre n'est pas prêt d'être surmonté ». De même, les « indicateurs bibliométriques continuent de présenter d'importants défauts » et « les limites des palmarès restent visibles en matière de mesure de l'activité de formation ».

Un autre élément, jugé comme une « évolution bienvenue » : la tendance des organismes de classement à « attirer eux-mêmes l'attention sur les limites et les défauts des données qui sont sous-jacentes aux classements ». De la même manière, ces organismes ont attiré l'attention sur les « dangers d'une mauvaise utilisation » des palmarès internationaux. Tout en se félicitant de cette évolution, les auteurs estiment tout de même que « l'introduction de changements qui répondraient à ces limites seraient plus utiles ».

Effets sur les politiques publiques mais aussi sur les universités

Le rapport s'intéresse également à l'impact de ces palmarès. Il se ressent tout d'abord dans le domaine politique : « Les classements internationaux peuvent stimuler le débat national et mettre l'accent sur les facteurs clés pour permettre d'avoir du succès dans ces classements, ce qui peut ensuite donner lieu à des changements de politiques [en matière d'enseignement supérieur] ». De même, « il a été montré que ces palmarès (...) peuvent convaincre le grand public de la nécessité de mettre en oeuvre des réformes universitaires ». Le rapport souligne en outre que « des fusions ou des regroupements d'établissements sont prévus ou ont lieu dans des pays européens », et « quand bien même le but de ces rapprochements n'est pas officiellement d'obtenir une meilleure place dans les classements, l'importance de ces derniers (...) constitue un important facteur ».

Les effets se font également ressentir au niveau des universités elles-mêmes. « Un nombre croissant [d'entre elles] a commencé à recourir aux données fournies par ces classements afin de les analyser, d'en tirer des stratégies et de mettre en place de nouvelles mesures ». Par exemple, « l'analyse du ratio personnel académique/étudiant a pu donner lieu aux recrutements de nouveaux professeurs », « des universités n'ayant pas de prix Nobel ont été poussées à inviter des chercheurs étrangers éminents en tant que professeurs invités » ou encore « la problématique de l'internationalisation (...) a stimulé l'amélioration des structures dédiées aux étudiants internationaux ». Toutefois, le rapport relève que ces classements comportent « un risque important de voir les universités chercher à améliorer leur classement ».

(1) Les 14 classements analysés par l'EUA sont les suivants :

- Shanghai academic ranking of world universities
- Performance rankings of scientific papers for world universities (Taiwan) ;
- Times higher education world university ranking
- -Thomson Reuters' global institutionnel profiles project ;
- QS (Quacquarelli-Symmonds)
- -Leiden ranking
- Webometrics ranking of world universities (Espagne)
- U-Map classification (CHEPS) ;
- U-Multirank ranking (projet de l'UE)
- U21 Rankings of National Higher Education Systems ;
- SCImago Rankins
- University Ranking by academic performance ;
- EUMIDA (projet européen) ;
- Assessment of higher education learning outcomes (OCDE).